



Arrêt

n° 71 296 du 30 novembre 2011
dans l'affaire X / I

En cause : X

Ayant élu domicile : X

contre:

le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides

LE PRESIDENT F.F. DE LA 1ère CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 26 juillet 2011 par X, qui déclare être de nationalité kosovare, contre la décision du Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides, prise le 24 juin 2011.

Vu l'article 51/4 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Vu le dossier administratif et la note d'observation.

Vu l'ordonnance du 15 septembre 2011 convoquant les parties à l'audience du 3 octobre 2011.

Entendu, en son rapport, C. ADAM, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en leurs observations, la partie requérante représentée par Me E. MASSIN, loco Me C. NTAMPAKA, avocats, et C. VAN HAMME, attaché, qui comparaît pour la partie défenderesse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. L'acte attaqué

Le recours est dirigé contre une décision de refus du statut de réfugié et de refus du statut de protection subsidiaire, prise par le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides, qui est motivée comme suit :

«A. Faits invoqués

Selon vos déclarations, vous êtes de nationalité kosovare et vous provenez de la ville de Ferizaj, en République du Kosovo.

À l'appui de votre demande d'asile, vous invoquez les faits suivants :

Avant le conflit de 1998-1999 au Kosovo, vous vivez pendant huit ans en Allemagne où votre demande d'asile est refusée bien qu'un titre de séjour temporaire vous soit accordé jusqu'à la fin des hostilités. En 2000, vous rentrez à Ferizaj, au Kosovo.

De 2002 à 2004, vous ouvrez un restaurant du nom de [Mu.]. Vous créez ensuite une société d'enseignes publicitaires. Mi janvier 2011, [I.M.] vous commande une enseigne lumineuse pour le casino Kajot de Ferizaj. Connaissant le passé judiciaire du personnage, qui a été jugé à La Haye et a, selon vos informations, assassiné le champion de bodybuilding [M.B.], et sachant qu'il ne s'acquitte jamais de ses dettes, vous décidez de faire traîner la commande en longueur. Aux alentours du 15 mars 2011, alors que vous effectuez des travaux dans un nouveau local appartenant au chanteur Labinot Tahiri, deux personnes viennent vous chercher de la part de leur chef. Vous les envoyez balader avec véhémence, ils se saisissent de vous et vous passent la tête par la fenêtre d'une voiture dans laquelle se trouve [I.M.]. Ce dernier vous fixe rendez-vous le jour même à 18h afin de discuter de sa commande et des insultes que vous venez de proférer. Vous ne vous y rendez pas. Le lendemain, vous croisez des policiers en civil dans un café. L'un d'entre eux, du nom d'[A.], est un ami de votre frère. Vous lui expliquez la situation et il vous conseille d'aller au commissariat. Vous lui répondez que vous n'osez pas car vous savez que [M.] a assassiné [Mi.B.] parce que celui-ci traînait souvent avec des militaires américains et était au courant de ce qu'il avait fait pendant la guerre. Le policier vous avertit de faire attention à ce que vous dites, de ne pas accuser Monsieur [M.] pour rien. Deux jours plus tard, [R.H.], fils d'un de vos amis et voisin décédé, qui fait partie de la bande [I.M.], vient vous avertir que son chef est furieux et a fait venir d'Albanie un de ses amis dont le travail est de faire disparaître les personnes indésirables. Ramadan vous conseille de partir jusqu'à ce que la situation s'apaise. Vous comprenez que le policier auquel vous vous êtes confié a lui-même tout raconté à Monsieur [M.]. Vous partez immédiatement vous réfugier chez l'oncle de votre père à Mitrovicë et y restez durant deux jours. Entre temps, l'EULEX a commencé à arrêter des malfrats importants et vous redoutez que, si [I.M.] venait à être arrêté lui aussi, il vous accuse de l'avoir dénoncé. Apprenant par l'oncle de Ramadan qu'Isak [M.] vous recherche toujours, vous décidez de partir à l'étranger. Afin, de ne pas mettre en danger vos frères qui résident en Allemagne, vous écarterez cette destination. Dans le même ordre d'idée, vous estimez que trop de personnes pourraient vous reconnaître en Autriche.

Vers le 20 mars 2011, vous partez alors avec l'oncle de votre père qui fait souvent des allers-retours vers l'Allemagne, vous restez une semaine à Stuttgart et arrivez finalement en Belgique fin mars de la même année. Vous introduisez une demande d'asile auprès des autorités belges le 28 mars 2011.

B. Motivation

Après un examen approfondi des éléments que vous invoquez ainsi que de la situation concrète qui prévaut actuellement dans votre pays d'origine, force m'est de conclure que je ne peux vous accorder ni le statut de réfugié ni le statut de protection subsidiaire.

A l'appui de votre demande d'asile, vous avancez que vous craignez [I.M.] car vous n'auriez pas exécuté une enseigne qu'il vous aurait commandée, vous auriez insulté ses hommes de main et vous ne vous seriez pas rendu à un rendez-vous qu'il vous aurait fixé (voir CGRA, pp. 8-11). Vous auriez raconté l'histoire à un policier qui aurait lui-même rapporté à [M.] votre tentative de le dénoncer (voir CGRA, pp. 13-14). Vous auriez enfin été prévenu par un voisin qui travaille avec [M.] du fait que ce dernier aurait fait venir un tueur d'Albanie pour régler ses comptes avec vous (voir CGRA, page 10). Pourtant vous ne me convainquez pas de l'existence dans votre chef d'une crainte fondée de subir des persécutions et/ou d'un risque réel d'atteintes graves en cas de retour au Kosovo.

En effet, notons au préalable que les faits que évoquez -des menaces proférées envers vous car vous n'auriez pas exécuté une enseigne pour un commerce- ne peuvent être mis en rapport avec l'un des cinq critères définis par la Convention de Genève du 28 juillet 1951, qui garantit l'octroi de la protection internationale à toute personne qui éprouve une crainte fondée de persécution du fait de sa race, de sa nationalité, de sa religion, de son appartenance à un groupe social ou de ses opinions politiques.

Ensuite, remarquons que vous n'amenez aucun élément de preuve qui soit en mesure d'étayer vos craintes. Vous rétorquez en effet ne pas avoir la possibilité de vous procurer des documents en relation avec votre histoire car vous n'osiez pas aller à la police (voir CGRA, pp. 7-8). Cependant, interrogé sur l'existence d'articles de journaux mentionnant les activités du groupe d'[I.M.] à Ferizaj, vous confirmez que de tels articles sont parus dans la presse locale mais vous contentez de dire que cela doit se trouver sur Internet sans démontrer votre intention de les fournir (voir CGRA, p. 16). Or, après une

recherche menée par les services du Commissariat général, rien ne permet de conclure à la présence effective d'[I.M.] à Ferizaj, ni même au Kosovo dans son ensemble ou à l'existence d'activités commerciales menées par celui-ci dans la région. En conséquence, observons que votre attitude nonchalante dénote une certaine passivité incompatible avec l'existence dans votre chef d'une crainte fondée de subir des persécutions et/ou des atteintes graves en cas de retour au Kosovo. En effet, rappelons qu'il incombe au demandeur d'asile de démontrer aux instances chargées de sa demande qu'il réunit les conditions pour bénéficier du statut qu'il revendique.

Au vu de l'absence d'indices matériels dans votre dossier administratif, je me trouve dans l'obligation d'évaluer la crédibilité des craintes alléguées sur base des déclarations que vous avez produites au cours de votre procédure d'asile. Or, relevons que celles-ci recèlent un élément troublant. Ainsi, si vous déclarez ne pas vous être réfugié en Allemagne de peur de mettre vos frères, qui y résident, en danger (voir CGRA, p. 10), vous assurez d'autre part qu'il n'était pas nécessaire que votre femme et votre fille vous accompagnent en Belgique car elles ont leurs activités à Ferizaj et n'ont jamais été menacées (voir CGRA, p. 14). Or, selon vos dires, c'est bien Ferizaj, située au Kosovo, et non l'Allemagne, qui serait le berceau de votre crainte. En toute logique, votre femme et votre fille seraient donc potentiellement menacées. J'estime de ce fait que votre incohérence sur ce point, remet en jeu la crédibilité des craintes que vous nourrissez vis-à-vis d'[I.M.].

Quoiqu'il en soit, à supposer les faits pour établis, il faut souligner le caractère subsidiaire tant de la Convention de Genève que de la protection subsidiaire. La protection internationale ne peut en effet être octroyée que dans le cas où l'Etat d'origine – le Kosovo en l'occurrence – n'est pas en mesure ou refuse d'accorder une protection.

Or, notons que, si vous déclarez dans un premier temps que le policier auprès duquel vous vous étiez confié vous aurait dénoncé auprès d'[I.M.] (voir CGRA, p. 9), vous reconnaissez par la suite ne pas savoir si le policier en question s'était rendu chez [M.] pour vous dénoncer ou plutôt afin d'essayer d'arranger les choses (voir CGRA, pp. 13-14). De même, vous avancez avoir discuté de manière informelle avec un policier de votre situation, toutefois il ne ressort nullement de vos propos que vous ayez tenté d'alerter officiellement les autorités kosovares des menaces proférées envers vous. En outre, bien que vous n'avez pas même si vous n'avez pas confiance en la police kosovare (voir CGRA, p. 16) vous reconnaissez explicitement une relative efficacité d'EULEX, une organisation internationale, qui effectue des arrestations de personnes peu recommandables (voir CGRA, *ibidem*).

Par ailleurs, il ressort des informations disponibles au Commissariat général (copie versée au dossier administratif) que les autorités locales et internationales présentes actuellement au Kosovo – PK (Police Kosovare), KFOR (Kosovo Force) et EULEX (European Rule of Law Mission in Kosovo) – sont en mesure d'octroyer une protection, au sens de l'article 48/5 de la loi sur les étrangers, aux ressortissants kosovars. S'agissant spécifiquement de la police kosovare, il apparaît qu'elle réagit de manière efficace lorsqu'elle est informée d'un délit. Ainsi, bien qu'un certain nombre de réformes soient encore nécessaires au sein de la PK, il apparaît qu'après l'entrée en vigueur en juin 2008 de la "Law on the Police" et de la "Law on the Police Inspectorate of Kosovo", qui règlent notamment les droits et les responsabilités de la police, le fonctionnement de la PK a été rendu plus conforme aux normes internationales relatives au travail de la police. À l'heure actuelle, la PK est en outre assistée par l' "Eulex Police Component", et ce afin d'accroître la qualité du travail accompli par la police et de veiller à ce que la PK soit au service de tous les citoyens du Kosovo, indépendamment de toute ingérence. Les informations dont dispose le Commissariat général démontrent également que l' "OSCE (Organization for Security and Co-operation in Europe) Mission in Kosovo" accorde une attention particulière à l'instauration d'une sécurité accrue au Kosovo. L'OSCE veille également au respect effectif par la PK des normes internationales en matière de droits de l'homme et donne des conseils à la PK sur les points susceptibles d'amélioration.

À la lumière de ces éléments, j'estime que vous pourriez, en cas de retour au Kosovo, solliciter et obtenir l'intervention, l'aide ou la protection des autorités nationales/internationales présentes sur place si des individus appartenant au groupe d'[I.M.] vous menaçaient.

Dans ces conditions, les documents que vous présentez à l'appui de votre demande d'asile ne sont pas en mesure de modifier la présente décision. En effet, votre carte d'identité kosovare atteste uniquement de votre nationalité ainsi que de votre identité. Quant à votre carte de visite, elle atteste simplement de l'existence de votre société d'enseignes publicitaires du nom d' « [II] ». Or, aucun de ces faits n'est remis en question dans les lignes qui précèdent.

C. Conclusion

Sur base des éléments figurant dans votre dossier, je constate que vous ne pouvez pas être reconnu(e) comme réfugié(e) au sens de l'article 48/3 de la loi sur les étrangers. Vous n'entrez pas non plus en considération pour le statut de protection subsidiaire au sens de l'article 48/4 de la loi sur les étrangers.»

2. Les faits invoqués

Dans son recours, la partie requérante confirme fonder sa demande d'asile sur les faits tels qu'exposés dans la décision attaquée.

3. La requête

3.1. La partie requérante soulève un moyen unique pris de la violation de l'article 62 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, des articles 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, du principe de bonne administration, ainsi que de l'erreur manifeste d'appréciation dans lequel elle conteste, en substance, la pertinence des motifs qui fondent la décision entreprise.

3.2. En conséquence, elle demande à titre principal, de lui reconnaître la qualité de réfugié, et à titre subsidiaire, de lui octroyer le statut de protection subsidiaire.

4. Dépôt de documents

4.1. La partie requérante joint à sa requête introductive d'instance un certain nombre de documents, à savoir quatre articles issus de la consultation de sites internet intitulés « Des criminels de guerre à la tête du Kosovo », « Procès d'anciens combattants de l'UCK à La Haye : les témoins en danger », « TPI : le Kosovo sous le choc des arrestations » et « Kosovo : Liste de Terroristes Recherchs », datés respectivement de novembre 2007, avril 2005, février 2003 et juillet 2007, portant sur la situation au Kosovo concernant plus spécifiquement les anciens membres de l'UCK et les difficultés à protéger les témoins des crimes de guerre.

4.2. Indépendamment de la question de savoir si ces pièces constituent des nouveaux éléments au sens de l'article 39/76, § 1^{er}, alinéa 4, de la loi du 15 décembre 1980, elles sont valablement déposées dans le cadre des droits de la défense dans la mesure où elles étaient le moyen. Le Conseil en tient dès lors compte.

5. Discussion

5.1. La partie défenderesse refuse de reconnaître la qualité de réfugié au requérant et de lui octroyer le statut de protection subsidiaire en se fondant sur trois ordres de considérations. Elle relève d'abord l'absence de rattachement des faits invoqués à l'un des critères énumérés à l'article 1^{er} de la Convention de Genève. Elle met ensuite en cause la réalité des faits allégués en se fondant sur divers motifs qu'elle détaille dans la décision querellée. Elle estime enfin, à supposer les faits établis, que l'intéressé reste en défaut de démontrer qu'il ne pourrait obtenir une protection effective en s'adressant aux autorités kosovares.

5.2. Le Conseil constate que le requérant demeure en défaut d'expliquer en quoi les événements qu'il décrit ressortissent au champ d'application de l'article 1^{er}, section A, §2 de la Convention de Genève ; en effet, il ne fait état d'aucun élément permettant de rattacher sa demande à l'un des critères de cette Convention, les ennuis qu'il relate n'étant pas dus à sa race, à sa religion, à sa nationalité, à son appartenance à un certain groupe social ou à ses opinions politiques ; en outre, il ne démontre nullement en quoi ses autorités nationales n'auraient pas pu lui apporter une protection ou la lui auraient refusée pour un des motifs précités de la Convention de Genève.

5.3. En conséquence, le requérant n'établit pas qu'il a quitté son pays d'origine ou qu'il en reste éloigné par crainte de persécution au sens de l'article 1^{er}, section A, paragraphe 2, de la Convention de Genève.

5.4. Par ailleurs, conformément à l'article 48/5, §1^{er} de la loi du 15 décembre 1980, une persécution au sens de l'article 48/3 ou une atteinte grave au sens de l'article 48/4 peut émaner ou être causée par des acteurs non étatiques, s'il peut être démontré que ni l'Etat, ni des partis ou organisations qui contrôlent l'Etat ou une partie importante de son territoire, y compris les organisations internationales, ne peuvent ou ne veulent accorder une protection contre les persécutions ou les atteintes graves. Le deuxième alinéa du deuxième paragraphe de cette disposition précise qu'une protection au sens des articles 48/3 et 48/4, est accordée lorsque les acteurs visés à l'alinéa 1er prennent des mesures raisonnables pour empêcher les persécutions ou les atteintes graves, entre autres lorsqu'ils disposent d'un système judiciaire effectif permettant de déceler, de poursuivre et de sanctionner les actes constitutifs de persécution ou d'atteinte grave, et lorsque le demandeur a accès à cette protection.

5.5. La question à trancher est donc la suivante : la partie requérante peut-elle démontrer que l'Etat kosovare, dont il n'est pas contesté qu'il contrôle l'entièreté du territoire du pays, ne peut ou ne veut lui accorder une protection contre les persécutions ou les atteintes graves qu'elle dit craindre ou risque de subir.

5.6. En termes de requête, la partie requérante affirme qu'aucune protection effective n'est accessible dès lors que la personne qu'elle redoute est un ancien membre de l'UCK, considéré comme un héros, et ayant le « bras long ». Elle dépose divers documents qui étayent, selon elle, son argumentation. Le Conseil estime que ces explications et documents sont cependant insuffisants pour démontrer que le requérant n'aurait pas pu avoir accès à une protection effective de la part de ses autorités au sens de l'article 48/5, §2, alinéa 2 de la loi du 15 décembre 1980.

5.7. Force est en effet de constater que s'il peut être admis sur le vu des pièces produites que la personne qu'il affirme craindre n'hésite pas à recourir à l'intimidation de témoins, la partie requérante n'apporte aucun élément concret de nature à démontrer que les autorités kosovares ne prendraient pas des mesures raisonnables pour empêcher les violences privées dont cette personne pourrait se rendre coupable. La seule et brève explication fournie en termes de requête selon laquelle il est considéré comme un héros et a le « bras long » ne peut, à elle seule, convaincre que le requérant ne pourrait pas obtenir une protection adéquate de la part de ses autorités nationales dès lors qu'elle ne repose sur aucun élément concret et s'apparente ainsi d'avantage à une pétition de principe. Il en va d'autant plus ainsi que cette personne a déjà été inculpée, qu'un procès s'est tenu et que si des témoins ont effectivement subis des pressions, le requérant ne prétend nullement que les mesures de protection prises à leurs égard par les autorités kosovares étaient ineffectives.

5.8. Au vu des documents produits par la partie défenderesse, le Conseil estime pouvoir tenir pour établi à suffisance que les autorités présentes au Kosovo « *prennent des mesures raisonnables pour empêcher les persécutions ou les atteintes graves* » au sens de l'article 48/5 §2 alinéa 2, précité. Il s'ensuit qu'à défaut pour le requérant de démontrer qu'en raison de circonstances particulières qui lui sont propres, il n'a pas accès à cette protection, il y a lieu de considérer que le requérant a la possibilité de se prévaloir de la protection de ces dernières.

5.9. En conséquence, une condition de base pour que la demande du requérant puisse relever du champ d'application de l'article 48/3 ou 48/4 de la loi du 15 décembre 1980 fait défaut. Il n'est, en effet, nullement démontré qu'à supposer établis les faits allégués, l'Etat kosovare ne peut ou ne veut accorder au requérant une protection contre d'éventuelles persécutions ou atteintes graves.

5.10. Le Conseil constate enfin qu'il n'est pas argumenté et qu'il ne ressort d'aucun des éléments soumis à son appréciation que la situation qui prévaut actuellement au Kosovo correspondrait à une situation de violence aveugle dans le cadre d'un conflit armé au sens de l'article 48/4, § 2, c), de la loi du 15 décembre 1980. Cette partie de la disposition ne trouve dès lors pas à s'appliquer dans le présent cas d'espèce.

5.11. Au vu de ce qui précède, la partie requérante n'établit pas qu'elle a des raisons de craindre d'être persécutée ou qu'elle encourt un risque réel de subir des atteintes graves en cas de retour dans son pays.

PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :

Article 1^{er}

La qualité de réfugié n'est pas reconnue à la partie requérante.

Article 2

Le statut de protection subsidiaire n'est pas accordé à la partie requérante.

PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :

Article 1.

La qualité de réfugié n'est pas reconnue à la partie requérante.

Article 2.

Le statut de protection subsidiaire n'est pas accordé à la partie requérante.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le trente novembre deux mille onze par :

C. ADAM, président f.f., juge au contentieux des étrangers

A-C. GODEFROID, greffier assumé.

Le greffier,

Le président,

A-C. GODEFROID.

C. ADAM